

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

SOMAFI-SOGUAFI

Société Anonyme au capital de 21 181 215 euros
Siège social : Dillon, 8 Lotissement Bardinnet – 97200 Fort-de-France (Martinique)
303 160 501 R.C.S. Fort de France

Comptes sociaux au 31 décembre 2025
approuvés par l'Assemblée générale ordinaire du 28 mai 2026

I. — Bilan

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Caisse, banques centrales, C.C.P.		-	-
Effets Publics et valeurs assimilées	15 - 29a - 30	-	-
Créances sur les établissements de crédit	13 - 26a - 29a - 30	62 635	120 752
Opérations avec la clientèle	14 - 26a - 29a - 30	352 633	345 706
Obligations et autres titres à revenu fixe	15 - 18	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	15 - 18	-	-
Participations et autres titres détenus à long terme	16 - 29a	-	-
Parts dans les entreprises liées	16 - 29a	-	-
Crédit-bail et location avec option d'achat	17 - 26a	276 429	254 717
Location simple	17 - 26a	181	213
Immobilisations incorporelles	18	63	127
Immobilisations corporelles	18	603	715
Capital souscrit non appelé non versé		-	15 886
Autres actifs	19	1 112	1 252
Comptes de régularisation	20	11 862	13 056
Total de l'actif		705 517	752 425

Passif	Notes	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Caisse, banques centrales, C.C.P.		-	-
Dettes envers les établissements de crédit	21 - 29a - 30	645 477	675 893
A vue		72 327	110 269
A terme		573 150	565 624
Opérations avec la clientèle	22 - 29a - 30	1 185	726
A vue		1 185	726
A terme		-	-
Dettes représentées par un titre	23 - 29a - 30	-	-
Autres passifs	24	5 979	8 524
Comptes de régularisation	25	20 790	16 246
Provisions pour risques et charges	26	12 443	14 650
Dettes subordonnées	27 - 29a - 30	25 214	21 419
Fonds pour risques bancaires généraux		-	-
Capitaux propres hors FRBG	28	-5 570	14 966
Dont Capital souscrit		21 181	21 181
Dont Primes d'émission		-	-
Dont Réserves		19 026	19 026
Dont Report à nouveau		-25 241	-
Dont Résultat en attente d'approbation		-	-
Dont Résultat de l'exercice		-20 536	-25 241
Total du passif		705 517	752 425

Hors bilan en milliers d'euros	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Engagements donnés		
Engagements de financement	26 332	23 562
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	-	-

Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	26 332	23 562
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements de garantie	-	-
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit	-	-
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	-	-
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements sur titres	-	-
Engagements sur instruments financiers à terme	-	-
Total	26 332	23 562
Engagements reçus		
Engagements de financement	-	-
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit	-	-
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements de financement reçus de la clientèle	-	-
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements de garantie	35 372	28 223
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	-	-
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements de garantie reçus de la clientèle	35 372	28 223
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Engagements sur titres	-	-
Engagements sur instruments financiers à terme	-	-
Total	35 372	28 223

II. — Compte de résultat

(En milliers d'euros.)	Notes	Exercice 2025	Exercice 2024
Intérêts et produits assimilés	02	20 918	30 425
Intérêts et charges assimilées	02	-15 456	-11 050
Produits sur opérations de Crédit-Bail et assimilés	03	101 744	105 691
Charges sur opérations de Crédit-Bail et assimilés	03	-87 867	-82 340
Produits sur opérations de location simple	03	158	571
Charges sur opérations de location simple	03	-145	-341
Revenus des titres à revenu variable	04	-	-
Commissions (produits)	05	5 832	5 438
Commissions (charges)	05	-8 186	-8 232
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	06	-	-
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement assimilés	06	-	-
Autres produits d'exploitation bancaire	07	3 356	4 376
Autres charges d'exploitation bancaire	07	-12 111	-40 627
Produit net bancaire		8 243	3 910
Charges générales d'exploitation	08	-24 270	-35 978
Charges de personnel		-7 241	-17 001
Autres frais administratifs		-17 029	-18 977
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-328	-326
Résultat brut d'exploitation		-16 355	-32 394

Coût du risque	09	-4 181	7 141
Résultat d'exploitation		-20 536	-25 253
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	10	-	12
Résultat courant avant impôts		-20 536	-25 241
Impôt sur les bénéfices	11	-	-
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées	12	-	-
Résultat net		-20 536	-25 241

III. — Affectation du résultat

Constatant que l'exercice 2025 se solde par un résultat déficitaire de - 20 536 108,64 euros, l'Assemblée générale décide d'affecter le résultat de l'exercice au compte « Report à Nouveau » pour un montant de - 20 536 108,64 euros.

Ainsi, le compte « Report à Nouveau » s'établirait à - 45 777 241,96 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, relatives à l'information sur les distributions de dividendes au titre des trois exercices précédents, nous vous rappelons que :

- Il n'a pas été effectué de distribution de dividendes au titre des trois exercices précédents ;
- - Qu'il ne sera pas proposé de distribution de dividendes au titre de l'exercice social clos le 31 décembre 2025.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

IV. — Notes annexes aux états financiers

Note 1. – Principes et méthodes comptables

Présentation des comptes

L'Autorité des Normes Comptables (ANC) a publié le 7 juillet 2023 le règlement n° 2023-03 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement n° 2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers. Ce règlement modifie le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, en supprimant la notion de transfert de charge au poste « autres produits d'exploitation bancaire ».

Son application est sans incidence sur les états financiers de SOMAFI-SOGUAFI S.A. au 31 décembre 2025. Les autres modifications introduites par ce règlement n'ont pas d'impact sur les comptes des entreprises du secteur bancaire appliquant le règlement ANC n° 2014-07.

Les conventions comptables générales ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

SOMAFI-SOGUAFI S.A présente des notes annexes qui complètent et commentent l'information financière donnée par le bilan, le compte de résultat et le hors bilan.

Faits marquants de l'exercice

L'exercice 2025 a été marqué par les événements significatifs suivants :

1. – Exécution de l'accord collectif portant rupture conventionnelle

Au terme d'une négociation engagée en juin 2024, la direction de la SOMAFI-SOGUAFI et les organisations syndicales représentatives de la société ont signé, le 29 août 2024, un accord portant rupture conventionnelle collective au sein de SOMAFI-SOGUAFI, étant précisé que 30 salariés sont partis ou partiront dans le cadre de cette rupture conventionnelle collective au plus tard le 31 mars 2025.

2. – Projet de transformation de la société mère My Money Bank S.A.

Le groupe CCF a initié en décembre 2024 un processus d'information-consultation des instances représentatives du personnel (« Comité Social et Economique » ou « CSE ») concernant My Money Bank SA et relatif à un projet de transformation. Ce projet s'inscrit dans la stratégie du Groupe, visant à le repositionner comme la banque patrimoniale de

référence en France et à renouer avec une croissance pérenne et durable. Il vise à restaurer durablement la compétitivité du Groupe sur les marchés de la banque de financements spécialisés, garantissant ainsi son développement à long terme.

Ce processus d'information/consultation s'est achevé par la signature le 25 juin 2025 avec le CSE d'un accord définissant les mesures d'accompagnement du projet de plan de sauvegarde de l'emploi (PSE). Cet accord prévoit notamment des mesures d'accompagnement telles que des indemnités de départ pour les salariés quittant l'entreprise, des congés de reclassement (période de dispense d'activité rémunérée) et des possibilités de départ en retraite anticipée. Cet accord a été validé par la direction du travail (DRIETS) en août 2025.

Le PSE prévoit le départ d'environ 180 salariés de My Money Bank.

Ce PSE s'organise autour de trois vagues de départs échelonnées entre le troisième trimestre 2025 et fin 2026. Chacune de ces trois vagues comprend une phase de départ sur base volontaire, puis une vague de départs contraints. La première de ces trois vagues de départs s'est déroulée entre septembre et décembre 2025, période pendant laquelle les collaborateurs éligibles ont pu notamment signaler leur intérêt pour un départ volontaire aux conditions proposées par le PSE, leur candidature étant ensuite examinée et validée (ou non) par la commission économique.

Une provision pour restructuration de 45 millions d'euros a été comptabilisée dans les livres de My Money Bank.

3. – Opérations de refinancement

SOMAFI-SOGUAFI est refinancée à travers des prêts intragroupes souscrits auprès de MMB S.A. Le montant des emprunts de SOMAFI-SOGUAFI auprès de MMB au 31 décembre 2025 s'élève à 556 millions d'euros.

4. – Conséquences sociales et environnementales de l'activité de la Société – Effet du changement climatique et stratégie bas-Carbone

CCF Holding publie dans son rapport de durabilité – CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive) ses impacts, risques et opportunités sur les dimensions environnementales, sociales et de gouvernance ainsi que le pilotage mis en place sur l'ensemble de ces enjeux.

Ce rapport décrit notamment les risques financiers liés aux effets du changement climatique ainsi que les mesures prises par le Groupe CCF pour les réduire.

Les informations contenues dans ce rapport de durabilité concernent l'ensemble des entités du Groupe CCF dont SOMAFI-SOGUAFI fait partie.

Le Groupe est principalement exposé aux risques climatiques au travers de ses activités de financement, de ses activités d'investissement, via la détention de titres principalement émis par des entreprises ou des Etats, des agences et biens immobiliers qu'il possède ou qu'il occupe (agences et siège en France et dans les Doms).

5. – Opérations de cession de créances au cours de l'année 2025

Au cours de l'année 2025, la société SOMAFI-SOGUAFI a réalisé trois opérations de cession de créances d'encours douteux pour un montant total de 14,9 M€. Ces opérations s'inscrivent dans le contexte de « Forward Flow » contractualisées avec EOS.

Changement de méthode comptable

L'Autorité des Normes Comptables (ANC) a publié le 7 juillet 2023 le règlement n° 2023-03 modifiant divers règlements de l'ANC en coordination avec le règlement n° 2022-06 du 22 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers. Ce règlement modifie le règlement ANC n° 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, en supprimant la notion de transfert de charge au poste « autres produits d'exploitation bancaire ».

Son application est sans incidence sur les états financiers de SOMAFI-SOGUAFI S.A. au 31 décembre 2025. Les autres modifications introduites par ce règlement n'ont pas d'impact sur les comptes des entreprises du secteur bancaire appliquant le règlement ANC n° 2014-07.

Principes comptables et méthodes d'évaluation

Opérations de crédit-bail et de location simple

Propriétaire des matériels qu'elle donne en crédit-bail et en location simple, la société les inscrit en immobilisations, à l'actif de son bilan, pour leur coût d'acquisition.

Les biens détenus font l'objet majoritairement d'un amortissement linéaire et pour une partie non significative de l'encours d'un amortissement dégressif. La durée d'amortissement retenue est la durée normale d'utilisation des biens concernés. Les véhicules sont amortis linéairement sur une durée de 5 ans depuis juin 2015.

Les moins-values comptables de cessions sont comptabilisées dans les charges sur opérations de crédit-bail.

Immobilisations temporairement non-louées :

Le compte des immobilisations temporairement non-louées regroupe l'ensemble des matériels dont le contrat a été résilié ou est arrivé en fin de période de location. La valeur nette des immobilisations temporairement non louées fait l'objet d'une dépréciation à 100 %.

Comptabilité financière :

Pour les besoins de la consolidation du Groupe CCF, la société SOMAFI-SOGUAFI S.A. émet une balance générale en normes comptables françaises sur la base d'une vision économique (Comptabilité financière).

L'encours financier correspond au capital restant dû à la date de la dernière échéance facturée autrement dit à l'investissement réalisé, c'est-à-dire au prix d'acquisition, hors taxes récupérables, du matériel loué figurant en immobilisation de crédit-bail et de location simple à l'actif du bilan.

L'amortissement financier correspond à la part du loyer hors taxe affectée à l'amortissement du montant initial financé après rémunération à un taux d'intérêt déterminé du capital restant dû.

La différence entre le résultat comptable et le résultat financier issu de la comptabilité financière constitue la réserve latente ou marge financière. Le tableau A14^e Bis décrit le passage du bilan social au bilan financier, justifiant ainsi la marge financière.

Créances sur la clientèle

Les crédits à la clientèle sont répartis selon la nature des concours : comptes ordinaires débiteurs et autres concours à la clientèle avec une segmentation sur la base d'attributs en deux grandes catégories, le financement aux particuliers et aux entreprises d'une part et la location d'autre part.

Les créances sur la clientèle sont ventilées entre encours sains et encours douteux. Par ailleurs, les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées.

Dans le financement aux particuliers et aux entreprises, nous distinguons :

- le crédit Vente à Terme (VAT) ;
- l'équipement des ménages ;
- les prêts personnels et rachat de crédits ;

Dans la location automobile, nous distinguons :

- pour les entreprises : la Location Longue Durée et le Crédit-Bail ;
- pour les particuliers : la Location avec Option d'Achat.

Conformément au CRC 2009-03, les commissions reçues à l'occasion de l'octroi ou de l'acquisition d'un concours, ainsi que les coûts marginaux de transaction sont étalés, suivant la méthode linéaire, sur la durée de vie effective du crédit. L'étalement est porté en produit net d'intérêt dans le Produit Net Bancaire (PNB). Les commissions et coûts de transaction faisant l'objet d'un étalement sont intégrés à l'encours de crédit concerné.

Créances saines

Les créances saines sont celles qui, lors de l'analyse périodique qui est réalisée par la société, ne présentent pas de risque de non-recouvrement et dont les échéances impayées sont inférieures ou égales à trois mois.

Créances douteuses

SOMAFI-SOGUAFI S.A. applique la réglementation définie par le règlement ANC 2014-07, Livre II, titre II relatif au risque de crédit. Ce règlement précise qu'une créance est déclassée en créance douteuse lorsqu'elle présente une des caractéristiques suivantes :

- un risque probable ou certain de non-recouvrement (impayés depuis plus de trois mois en matière de crédit et crédit-bail mobilier) ;
- un risque avéré sur la contrepartie (dégradation de la situation financière, procédure d'alerte) ;
- l'existence d'une procédure contentieuse.

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours douteux entraîne par « contagion » un classement identique de la totalité de l'encours et des engagements relatifs à cette contrepartie, indépendamment de l'existence d'une garantie.

Un encours douteux compromis est un encours douteux dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé. Il doit faire l'objet d'une dépréciation d'un montant approprié

prenant en compte l'existence d'une éventuelle garantie. Les encours douteux compromis sont spécifiquement identifiés au sein des encours douteux. L'identification en encours douteux compromis intervient nécessairement au plus tard à la échéance du terme. Le classement d'un encours douteux en encours douteux compromis n'entraîne pas la « contagion » dans cette dernière catégorie des autres encours et engagements douteux relatifs à la contrepartie concernée.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise. Le classement en encours douteux peut être abandonné, et l'encours porté à nouveau en encours sain, lorsque les paiements ont repris de manière régulière pour les montants correspondants aux échéances contractuelles d'origine.

Créances restructurées

Les créances restructurées sont des créances dont les conditions de remboursement ont été modifiées à des conditions afin d'alléger les mensualités, soit à la demande du client pour une renégociation de taux ou de durée consécutif à une situation financière dégradée pour le client, soit à la suite d'un jugement en application de la loi Neiertz.

Les créances restructurées du fait de la situation financière d'un débiteur peuvent également être à nouveau inscrites en encours sain dans une sous-catégorie spécifique jusqu'à leur échéance finale. Après retour en encours sain, lorsque le débiteur ne respecte pas les échéances fixées, les encours sont immédiatement déclassés en encours douteux. Ces créances restructurées incluent les reports d'échéances liés à la crise sanitaire de 2020.

Dépréciations

Les créances douteuses, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations calculées en valeur actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine pour les prêts à taux fixe ou le dernier taux effectif pour les prêts à taux variable, elles sont déterminées soit :

- Créance par créance en prenant en considération les garanties appelées ou susceptibles de l'être pour les activités de crédit à l'habitat et les crédits restructurés présentant une garantie immobilière,
- Pour les activités de crédits à la consommation et de crédits restructurés non sécurisés, créance par créance en appliquant un taux de dépréciation déterminé sur la base d'un taux de récupération, dont le calcul est fondé sur un historique de données collectées dans le temps.

Elles sont déterminées selon une fréquence mensuelle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux d'intérêt effectif.

Les dotations et reprises sur dépréciation des créances, de même que les charges couvertes par cette dépréciation figurent au compte de résultat parmi les éléments relatifs au coût du risque pour la fraction en capital des créances et sous les rubriques « Intérêts et produits assimilés » pour la partie intérêts des créances.

Le fait déclencheur du passage en pertes des créances correspond à l'événement justifiant comptablement et fiscalement le passage en pertes. Le passage en pertes est la conséquence de la preuve de l'irrécouvrabilité de la créance. Il en résulte sur le plan comptable, sa constatation en perte et la sortie du bilan de la créance comptable. Cette sortie s'accompagne le cas échéant par la reprise de provision rattachée à la créance.

Provision sur portefeuilles homogènes

En plus des dépréciations spécifiques présentées ci-dessus, la société comptabilise au passif du bilan une provision pour risque de crédit identifié, sur la base de portefeuille d'encours homogène et fondée sur les informations disponibles permettant d'anticiper un risque de défaillance et de perte à l'échéance.

Provision pour marge financière négative

Lorsque la marge financière afférente aux opérations de crédit-bail et aux opérations assimilées est négative, une provision est constituée dans les comptes sociaux, inscrite au passif du bilan. Cette analyse est réalisée pour l'ensemble du portefeuille de crédit-bail concerné, les dossiers de crédits-baux présentant une marge financière négative étant compensés par les dossiers de crédit-baux à marge positive. Au 31 décembre 2025, aucune provision n'a été comptabilisée à ce titre.

Dettes envers les établissements de crédit

Les dettes envers les établissements de crédit sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature de ces dettes : dettes à vue (dépôts à vue, comptes ordinaires) et dettes à terme pour les établissements de crédit. Les intérêts courus sur l'ensemble de ces dettes sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie d'un compte de charge.

Comptes créditeurs de la clientèle

Les comptes créditeurs de la clientèle sont ventilés en fonction de leur durée initiale (à vue, à terme). La clientèle inclut la clientèle non financière et la clientèle financière.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au bilan à leur coût d'acquisition ou, le cas échéant, à leur valeur d'apport. Les amortissements sont calculés sur la durée de vie estimée des immobilisations :

- Agencements et mobilier de bureau : 10 ans linéaire ;
- Matériels : de 3 à 5 ans linéaire ou dégressif lorsque la réglementation le permet ;
- Logiciels acquis :
 - 12 mois linéaire pour les logiciels communs du marché ;
 - 5 ans linéaire pour les logiciels complexes, ayant donné lieu à des travaux importants de mise en place.

Dettes subordonnées

La société a contracté auprès de CCF Holding des dettes subordonnées. Ces dettes correspondent à une partie des emprunts souscrits par CCF Holding auprès du marché. Les dettes subordonnées, portées par CCF Holding auprès du marché, sont ainsi représentées par 2 types d'instruments présentant les caractéristiques suivantes :

- Des obligations subordonnées perpétuelles (« AT1 » ou « Additional Tier One »), émises en juin 2024 pour 225 millions d'euros, éligibles en tant que fonds propres complémentaires de catégorie 1. Les instruments AT1 sont des obligations dont la maturité est perpétuelle, le remboursement s'effectuant, à partir de la 5^{ème} année (via l'exercice d'une option de rachat), à la discrétion de l'émetteur, si ses ratios de solvabilité le permettent et sous réserve de l'accord du régulateur. Le paiement du coupon – 9,25 % - est discrétionnaire. Les obligations AT1 de My Money Group sont cotées sur le marché parisien Euronext.
- Des obligations subordonnées (« Tier 2 »), émises en février 2025 pour 250 millions d'euros et éligibles en tant que fonds propres complémentaires de catégorie 2. Ces instruments Tier 2 permettent de renforcer et de diversifier la structure de fonds propres du Groupe pour consolider ses ratios de solvabilité et soutenir le développement de ses activités. L'instrument a également été structuré de sorte à renforcer la solvabilité du Groupe conformément aux règles fixées par la méthodologie de l'agence de notation S&P (Ratio RAC).
Le coupon est fixé à 5 % l'an. Les instruments Tier 2 de My Money Group sont cotés sur Euronext Paris.

Les coûts de mise en place de ces opérations (initialement supportés par CCF Holding), sont étalés sur une durée de 5 années (call option date).

Les intérêts courus non échus sont portés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Conditions de la subordination

Pour l'AT1 :

- Subordination dans l'ordre des créanciers (seules les actions sont plus juniors).
- Paiement du coupon discrétionnaire (à la main de l'émetteur).
- Mécanisme d'absorption des pertes si le ratio de solvabilité CET1 passe sous 5,125 %, auquel cas l'AT1 se transforme en capital CET1 ou dévalué.

Pour le Tier 2 :

- Subordination dans l'ordre des créanciers (seules les actions et l'AT1 sont plus juniors).

Mécanisme d'absorption des pertes si le ratio de solvabilité CET1 passe sous 7 %, auquel cas le Tier 2 se transforme en capital CET1 ou dévalué.

Intérêts et commissions

Les intérêts et les commissions assimilables par nature à des intérêts sont enregistrés en compte de résultat prorata temporis.

Les commissions et coûts liés à l'octroi ou à l'acquisition d'un concours sont notamment assimilés à des compléments d'intérêts et sont étalés sur la durée de vie effective du crédit au prorata du capital restant dû conformément à l'application du règlement ANC 2014-07.

Commissions d'apporteurs d'affaires payées d'avance

Des commissions ont été payées d'avance à certains apporteurs en contrepartie de l'apport de dossiers de financement sur une période donnée. Sauf disposition contractuelle contraire, ces commissions payées d'avance font l'objet d'un étalement sur la durée de la convention avec l'apporteur d'affaires.

Engagements pour indemnités de fin de carrière et Médailles du travail

SOMAFI-SOGUAFI S.A. octroie à ses salariés des indemnités de fin de carrière (IFC) et de médailles de travail. Des provisions sont comptabilisées au passif du bilan pour couvrir les engagements futurs.

Les engagements sociaux font l'objet d'une évaluation actuarielle par un cabinet d'actuariat indépendant (MERCER).

Le taux d'actualisation a été déterminé en référence au rendement au 31 décembre 2025 des obligations d'entreprises de première catégorie de notation financière AA ou supérieure ayant une durée comparable à la durée moyenne des engagements du Groupe dans chaque zone.

Le groupe a pris en compte l'évolution du taux d'actualisation (3,89 % au 31 décembre 2025 versus 3,40 % au 31 décembre 2024) afin de réévaluer ses engagements sociaux sur la clôture annuelle. Les autres données et hypothèses restent inchangées par rapport aux calculs au 31 décembre 2024.

Impôt sur les bénéfices

Depuis le 1^{er} janvier 2018, une intégration fiscale a été mise en place avec la société CCF Holding (ex Promontoria MMB) comme tête de groupe et comme sociétés participantes, My Money Bank, Somafi-Soguafi et Sorefi.

Evènements postérieurs à la clôture

Guerre au Moyen-Orient

Depuis fin février 2026, le Moyen-Orient fait face à un conflit armé et des tensions géopolitiques majeures liés à la situation en Iran. Bien qu'il soit difficile à ce stade d'en mesurer les conséquences, le Groupe CCF suit avec attention les développements de ce conflit susceptible d'impacter significativement l'environnement économique mondial, en ce compris les marchés du crédit et le niveau des taux d'intérêt, les marchés actions ou encore une hausse de l'inflation, du coût des matières premières ou de potentielles ruptures des chaînes d'approvisionnement.

Autres informations

Consolidation des comptes

Les comptes de SOMAFI-SOGUAFI sont consolidés dans le groupe CCF – 103, rue de Grenelle - 75007 Paris 820 982 619 R.C.S Paris par la méthode de l'intégration globale.

Contrôle fiscal

SOMAFI-SOGUAFI S.A. ne fait l'objet d'aucun contrôle fiscal en cours au 31 décembre 2025.

Informations relatives à la lutte contre la fraude et l'évasion fiscale (art L511-45) :

En application de l'article L. 511-45 du Code Monétaire et Financier, nous vous indiquons que SOMAFI-SOGUAFI n'a pas d'implantation dans les Etats ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative ni dans d'autres Etats ou territoires étrangers. Les informations visées à l'article L. 511-45 du Code Monétaire et Financier sont reprises dans les notes annexes aux comptes consolidés de Groupe CCF.

Note 2. – Intérêts, produits et charges assimilées

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Intérêts et produits assimilés		
Opérations avec les établissements de crédit	27	236
Opérations avec la clientèle	20 892	29 381
Opérations sur obligations et autres titres à revenus fixes	-	808
Produits sur prêts subordonnés	-	-
Sous-total	20 918	30 425

Intérêts et charges assimilées		
Opérations avec les établissements de crédit	-19 091	-14 813
Opérations avec la clientèle	5 848	5 453
Opérations sur obligations et autres titres à revenus fixes	-	-
Charges sur dettes subordonnées	-2 214	-1 691
Sous-total	-15 456	-11 050
Total	5 462	19 375

Note 3. – Produits et charges sur opérations de crédit-bail et locations simples

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Produits sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat		
Loyers, indemnités et produits divers	95 705	88 135
Reprise de provisions	-	-
Plus-values de cessions	5 909	4 746
Récupérations sur créances amorties	-	-
Reprise des dépréciations créances douteuses	131	12 810
Sous-total	101 744	105 691
Charges sur opérations de crédit-bail et de location avec option d'achat		
Intérêts et charges assimilées	-0	-832
Dotation aux amortissements	-83 011	-71 430
Dotation aux provisions	-1 590	-1 239
Moins-values de cessions	-1 507	-1 824
Pertes sur créances irrécouvrables	-69	-371
Dotation des dépréciations créances douteuses	-1 691	-6 645
Sous-total	-87 867	-82 340
Total	13 877	23 351

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Produits sur opérations de location simple		
Loyers, indemnités et produits divers	147	221
Reprise de provisions	-	-
Plus-values de cessions	0	-0
Récupérations sur créances amorties	-	-
Reprise des dépréciations créances douteuses	11	351
Sous-total	158	571
Charges sur opérations de location simple		
Intérêts et charges assimilées	-0	-0
Dotation aux amortissements	-118	-184
Dotation aux provisions	-0	1
Moins-values de cessions	-	-
Pertes sur créances irrécouvrables	-27	-0
Dotation des dépréciations créances douteuses	-	-157
Sous-total	-145	-341
Total	13	230

Note 4. – Revenus des titres à revenu variable

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Revenu des titres à revenu variable		
Titres de placement et autres titres de l'activité de portefeuille	-	-
Titres de participation et autres titres détenus à long terme	-	-
Parts dans les entreprises liées	-	-
Total	-	-

Note 5. – Commissions produits et charges assimilés

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Commissions et produits assimilés		
Opérations avec la clientèle	445	584
Opérations avec les établissements de crédit	0	-
Opérations de change	-	-
Opérations sur titres	-	-
Gestion d'actifs et assurance vie	-	-
Courtage d'assurance	5 387	4 854
Engagement de financement et de garantie	-	-
Prestations de service financier diverses	-	-
Sous-total	5 832	5 438
Commissions et charges assimilées		
Opérations avec la clientèle	-7 998	-8 031
Opérations avec les établissements de crédit	-0	-
Gestion d'actifs et assurance vie	-	-
Engagement de financement et de garantie	-	-
Prestations de service financier diverses	-188	-201
Sous-total	-8 186	-8 232
Total	-2 354	-2 794

Note 6. – Gains ou pertes sur opérations sur portefeuilles de titres

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de négociation		
Opérations de change	-	-
Opérations sur instruments financiers	-	-
Sous-total	-	-
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement assimilés		
Plus ou moins value sur cession de titres de placement	-	-
Perte sur détitrisation	-	-
Variation de la provision sur parts des FCT et autres titres	-	-
Sous-total	-	-
Total	-	-

Note 7. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Autres produits d'exploitation bancaire		
Produits liés à l'assurance	3 232	3 901
Prestations intra-groupe & charges refacturées	82	434
Produits accessoires	42	42
Transfert de charges	-	-
Reprises de provisions	-	-
Sous-total	3 356	4 376
Autres charges d'exploitation bancaire		
Debt sales	-12 111	-40 627
Cotisation au Fonds de Garantie des Dépôts & Résolution	-	-
Autres	-0	-0
Dotation & reprise de provisions	-	-
Sous-total	-12 111	-40 627
Total	-8 755	-36 251

Note 8. – Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Charges générales d'exploitation		
Charges de personnel	-7 241	-17 001
Frais de personnel	-3 643	-13 996
Charges de retraite	-755	-388
Autres charges sociales	-2 695	-2 563
Impôts et taxes afférents aux frais de personnel	-148	-55
Participation et intéressements des salariés	-	-
Autres frais administratifs	-17 029	-18 977
Autres frais administratifs	-12 830	-14 466
Jetons de présence	-	-
Impôts et taxes non afférents aux charges de personnel	-4 199	-4 511
Total	-24 270	-35 978

Effectif moyen de l'exercice

	Exercice 2025	Exercice 2024
Effectif moyen de l'exercice (ETP)		
Techniciens	63	79
Cadres	28	35
Total	91	114

Note 9. – Coût du risque

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Coût du risque		
Coût du risque sur clientèle	-4 475	7 577
Dotations aux provisions sur créances douteuses	-1 739	-4 431
Reprises sur provisions sur créances douteuses	-	16 081
Dotations aux provisions sur la clientèle	-16 153	-5 473
Reprises sur provisions sur la clientèle	13 168	1 205
Pertes sur créances irrécouvrables	-	-
Récupérations sur créances amorties	23	66
Actualisation CRC 2005-03	225	129
Décote sur restructurés	-	-
Autres opérations	294	-437
Risque opérationnel	-	-
Cessions de créances	-	-
Total	-4 181	7 141

Note 10. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		
Immobilisations financières	-	-
Plus ou moins-values sur titres	-	-
Variation des dépréciations sur titres	-	-
Immobilisations corporelles et incorporelles	-	12
Plus-value	-	28

Moins-value	-	-15
Variation des dépréciations sur immobilisations corporelles et incorporelles	-	-
Total	-	12

Note 11. – Impôts sur les bénéfices

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Impôt sur les bénéfices		
Impôt exigible de l'exercice	-	-
Impôt exigible au titre de redressements sur exercices antérieurs	-	-
Crédit Impôt Mécénat	-	-
Profit d'intégration	-	-
Variation des provisions pour risques	-	-
Total	-	-

Note 12. – Dotations et reprises de FRBG et provisions réglementées

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Dotations/Reprises de FRBG et provisions réglementées		
Dotation à la provision pour FRBG	-	-
Reprise de la provision pour FRBG	-	-
Total	-	-

Note 13. – Créances sur les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Créances sur les établissements de crédit		
Créances à vue	62 635	120 752
Créances à terme	-	-
Prêts subordonnés	-	-
Total	62 635	120 752

Ventilation par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Créances sur les établissements de crédit non éligibles au refinancement de l'IEDOM par durée résiduelle		
Créances rattachées	-	-
Autres éléments non ventilables	62 635	120 752
≤ 3 mois	-	-
Dont prêts subordonnés	-	-
> 3 mois et ≤ 1 an	-	-
Dont prêts subordonnés	-	-
> 1 an et ≤ 5 ans	-	-
Dont prêts subordonnés	-	-
> 5 ans	-	-
Dont prêts subordonnés	-	-
Total	62 635	120 752

Note 14. – Créances sur la clientèle

Par type de créances

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Créances sur la clientèle par nature		
Créances sur la clientèle	347 669	339 400
Créances commerciales	-	-
Crédits à l'exportation	-	-
Crédits de trésorerie	347 669	339 400
Crédits à l'équipement	-	-
Crédits à l'habitat	-	-
Autres crédits	-	-
Prêts à la clientèle financière	-	-
Comptes ordinaires débiteurs	-	-
Valeurs non imputées	-	-
Créances douteuses	12 991	12 819
Dépréciation des créances sur la clientèle	-8 027	-6 514
Total	352 633	345 706

Par qualité d'encours

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Créances sur la clientèle par qualité		
Encours sains	347 669	339 400
Encours douteux (net)	4 964	6 305
Encours douteux (brut)	13 389	13 567
Dont compromis	5 770	6 057
Dépréciation des créances sur la clientèle	-8 027	-6 514
Décote sur encours racheté douteux	-398	-748
Total	352 633	345 706
Provisions sur la clientèle inscrite au passif	-9 934	-6 950

Ventilation par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Créances sur la clientèle éligible au refinancement de l'IEDOM par durée résiduelle		
Créances rattachées	-	-
Autres éléments non ventilables	-	-
≤ 3 mois	-	-
> 3 mois et ≤ 1 an	-	-
> 1 an et ≤ 5 ans	-	-
> 5 ans	-	-
Sous-total	-	-
Créances sur la clientèle non éligible au refinancement de l'IEDOM par durée résiduelle		
Créances rattachées	1 396	1 379
Autres éléments non ventilables	5 406	6 613
≤ 3 mois	18 462	25 232
> 3 mois et ≤ 1 an	77 181	80 914
> 1 an et ≤ 5 ans	227 309	206 402
> 5 ans	22 879	25 166
Sous-total	352 633	345 706
Total	352 633	345 706

Créances à la clientèle par agent économique

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025		Au 31/12/2024	
	Créances saines	Créances douteuses nettes de dépréciations	Créances saines	Créances douteuses nettes de dépréciations
Sociétés non financières	46 824	522	43 146	674
Entrepreneurs individuels	14 091	95	14 148	410
Particuliers	286 585	4 347	281 855	5 211
Autres agents non financiers	169		119	-
Clientèle financière			132	0
Administrations centrales			-	11
Total	347 669	4 964	339 400	6 305

Passage du bilan social au bilan financier

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025		Au 31/12/2024	
	Social	Financier	Social	Financier
Encours nets				
Encours sains	270 394	303 080	249 283	268 052
Immobilisations nettes ou Capital restant dû	269 950	302 756	248 817	267 843
Immobilisation en cours	-	-	-	-
Impayés sains	324	324	209	209
ICNE	119	-	256	-
Encours douteux	4 296	8 510	4 130	7 593
Capital restant dû	-	4 219	-	3 479
Impayés douteux	4 291	4 291	4 112	4 112
ICNE	6	0	18	1
Dépréciations de créances douteuses	-3 282	-5 624	-1 602	-2 545
Sous-total	271 409	305 966	251 811	273 100
Divers				
Marge financière		-29 094		-17 302
Loyers perçus d'avance ou Agios perçus d'avance	-3 578	-973	-3 075	-818
Dépréciation de CRD douteux	-	-	-131	-233
Complément de provisions	-	-8 069	-	-6 141
Provision pour marge financière négative	-	-	-	-
Total	267 830	267 830	248 606	248 606

Note 15. – Portefeuille de titres de placement et d'investissement

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Portefeuille des titres de placement et d'investissement		
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Titres de placement	-	-
Dépréciation sur titres de placement	-	-
Créances rattachées sur titres de placement	-	-
Titres d'investissement	-	-
Créances rattachées sur titres d'investissement	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-
Titres de placement	-	-

Dépréciation sur titres de placement	-	-
Créances rattachées sur titres de placement	-	-
Titres d'investissement	-	-
Créances rattachées sur titres d'investissement	-	-
Actions et autres titres à revenu variable	-	-
Titres de placement	-	-
Créances rattachées sur actions et autres titres à revenu variable	-	-
Total	-	-

Décotes et surcotes nettes restant à amortir

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Décotes/Surcotes nettes restant à amortir		
Titres de placement		
Décote/surcote	-	-
Titres d'investissement		
Décote/surcote	-	-
Total	-	-

Ventilation par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Effets publics et valeurs assimilées par durée résiduelle		
Créances rattachées	-	-
Autres éléments non ventilables	-	-
≤ 3 mois	-	-
> 3 mois et ≤ 1 an	-	-
> 1 an et ≤ 5 ans	-	-
> 5 ans	-	-
Total	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe et variable par durée résiduelle		
Créances rattachées	-	-
Autres éléments non ventilables	-	-
≤ 3 mois	-	-
> 3 mois et ≤ 1 an	-	-
> 1 an et ≤ 5 ans	-	-
> 5 ans	-	-
Total	-	-

Note 16. – Participations et parts dans les entreprises liées

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Parts dans les entreprises liées		
Filiales (50 % du capital détenu)	-	-
Valeur brute	-	-
Dépréciation	-	-
Sous-total	-	-
Dont établissements de crédit	-	-
Participations		
Participations (10 à 50 % du capital détenu)	-	-
Valeur brute	-	-
Dépréciation	-	-
Autres Participations (<10 % du capital détenu)	-	-
Valeur brute	-	-

Dépréciation	-	-
Sous-total	-	-
Dont établissements de crédit	-	-
Total	-	-

Note 17. – Opérations de crédit-bail et location simple

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Opérations de Crédit-Bail et location avec options d'achat		
Crédit-Bail - Immobilisations (valeur nette)	274 745	252 311
Immobilisations (valeur brute)	485 641	426 912
Amortissements cumulés	-210 896	-174 601
Crédit-Bail - Dépréciations des encours	-5 408	-3 828
Crédit-Bail - Décote/Encours racheté	-237	-558
Crédit-Bail - Créances saines (valeur nette)	6 429	4 902
Crédit-Bail - Créances douteuses (valeur nette)	900	1 890
Créances douteuses (valeur brute)	4 392	4 193
Dont compromis	3 408	3 591
Dépréciation des créances	-3 282	-1 721
Décote sur encours racheté douteux	-210	-582
Sous-total	276 429	254 717
Opérations de location simple		
Location Simple - Immobilisations (valeur nette)	164	210
Immobilisations (valeur brute)	1 550	1 615
Amortissements cumulés	-1 386	-1 405
Location Simple - Dépréciations des encours	-2	-2
Location Simple - Décote/Encours racheté	-	-
Location Simple - Créances saines (valeur nette)	1	2
Location Simple - Créances douteuses (valeur nette)	18	2
Créances douteuses (valeur brute)	18	14
Dont compromis	11	8
Dépréciation des créances	-	-11
Sous-total	181	213
Total	276 610	254 931

Note 18. – Immobilisations et amortissements

Variation des immobilisations sur la période

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Variations 2025			Au 31/12/2024
	Valeur brute (1)	Acquisitions	Cessions / Sorties	Transferts / Autres	Valeur brute (1)
Immobilisations incorporelles					
Mali de fusion	-	-	-	-	-
Fonds commercial	-	-	-	-	-
Concessions, licences, logiciels et autres	701	-	-	-	701
Sous-total	701	-	-	-	701
Immobilisations corporelles					
Immeubles - Exploitation	-	-	-	-	-
Immeubles - Hors exploitation	-	-	-	-	-
Matériel et mobilier	2 044	151	-92	-	1 984
Autres immobilisations corporelles	719	-	-	-	719
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-

Sous-total	2 763	151	-92	-	2 704
Immobilisations financières					
Titres de placement	-	-	-	-	-
Titres d'investissement	-	-	-	-	-
Titres de participation	-	-	-	-	-
Parts dans les entreprises liées	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	-	-
Total	3 464	151	-92	-	3 405

Variations des amortissements sur la période

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Variations 2025		Au 31/12/2024
	Dépréciations ou amortissements cumulés	Dotations	Reprises	Dépréciations ou amortissements cumulés
Immobilisations incorporelles				
Mali de fusion	-	-	-	-
Fonds commercial	-80	-	-	-80
Concessions, licences, logiciels et autres	-559	-65	-	-494
Sous-total	-639	-65	-	-574
Immobilisations corporelles				
Immeubles - Exploitation	-	-	-	-
Immeubles - Hors exploitation	-	-	-	-
Matériel et mobilier	-1 445	-251	92	-1 286
Autres immobilisations corporelles	-715	-12	-	-703
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-
Sous-total	-2 160	-263	92	-1 989
Immobilisations financières				
Titres de placement	-	-	-	-
Titres d'investissement	-	-	-	-
Titres de participation	-	-	-	-
Parts dans les entreprises liées	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	-
Total	-2 799	-328	92	-2 563

Variation nette des immobilisations

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025			Au 31/12/2024		
	Valeur brute (1)	Dépréciations ou amortissements cumulés	Valeur nette	Valeur brute (1)	Dépréciations ou amortissements cumulés	Valeur nette
Immobilisations incorporelles						
Mali de fusion	-	-	-	-	-	-
Fonds commercial	-	-80	-80	-	-80	-80
Concessions, licences, logiciels et autres	701	-559	143	701	-494	207
Sous-total	701	-639	63	701	-574	127
Immobilisations corporelles						
Immeubles - Exploitation	-	-	-	-	-	-
Immeubles - Hors exploitation	-	-	-	-	-	-
Matériel et mobilier	2 044	-1 445	598	1 984	-1 286	698
Autres immobilisations corporelles	719	-715	5	719	-703	17
Immobilisations corporelles en cours	-	-	-	-	-	-

Sous-total	2 763	-2 160	603	2 704	-1 989	715
Immobilisations financières						
Titres de placement	-	-	-	-	-	-
Titres d'investissement	-	-	-	-	-	-
Titres de participation	-	-	-	-	-	-
Parts dans les entreprises liées	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	-	-	-
Total	3 464	-2 799	666	3 405	-2 563	842

Note 19. – Autres actifs

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Autres actifs		
Dépôts, avances et cautionnements	204	204
Comptes de règlement débiteur sur opérations sur titres	-	-
Fournisseurs débiteurs	12	1
Personnel	-18	-40
Etat et collectivités publiques, impôts et taxes contestés et divers	-	-
Etat et collectivités publiques, IS	-	-
Etat et collectivités publiques, TVA	833	1 010
Groupe et associés - IS	-	-
Assurances	-	-
Instruments conditionnels de taux d'intérêts - Achat (Prime Swap / Swaption)	-	-
Apporteurs et partenaires	-	-
Divers	81	77
Divers douteux	-	-
Total	1 112	1 252

Note 20. – Comptes de régularisation (actif)

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Comptes de régularisation (ACTIF)		
Valeurs reçues à l'encaissement	-	-
Compte d'ajustement sur devises	-	-
Pertes potentielles sur contrats de couverture d'IFT non dénoués	-	-
Charges à répartir	295	182
Charges constatées d'avance	10	78
Produits à recevoir	2 558	5 113
Assurances & partenaires	1 584	4 326
Produits financiers à terme	-	-
Autres	973	787
Comptes de régularisation divers	8 999	7 684
Impôt différé - prêts à taux zéro	-	-
Autres	8 999	7 684
Total	11 862	13 056

Note 21. – Dettes envers les établissements de crédit

Dettes envers les établissements de crédit par nature

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Dettes envers les établissements de crédit		
Dettes à vue	72 327	110 269

Dettes à terme	573 150	565 624
Total	645 477	675 893

Ventilation des dettes envers les établissements de crédit

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Dettes envers les établissements de crédit par durée résiduelle		
Dettes rattachées	17 150	12 624
Autres éléments non ventilables	72 327	110 269
≤ 3 mois	218 000	-
> 3 mois et ≤ 1 an	45 000	42 000
> 1 an et ≤ 5 ans	293 000	511 000
> 5 ans	-	-
Total	645 477	675 893

Note 22. – Dettes envers la clientèle

Dettes envers la clientèle par nature de dette

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Dettes envers la clientèle		
Comptes ordinaires créditeurs	15	15
Comptes d'épargne à régime spécial	-	-
A vue	-	-
A terme	-	-
Autres dettes envers la clientèle	1 170	711
A vue	1 170	711
A terme	-	-
Dettes à terme avec clientèle financière	-	-
Total	1 185	726

Ventilation des dettes clientèle par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Dettes envers la clientèle par durée résiduelle		
Dettes rattachées	-	-
Autres éléments non ventilables	900	659
≤ 3 mois	245	2
> 3 mois et ≤ 1 an	40	22
> 1 an et ≤ 5 ans	-	43
> 5 ans	-	-
Total	1 185	726

Note 23. – Dettes représentées par titre

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Dettes représentées par un titre		
Emprunts obligataires	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-
Total	-	-

Ventilation des dettes représentées un titre par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Dettes représentées par un titre par durée résiduelle		
Emprunts obligataires	-	-
Dettes rattachées	-	-
Autres éléments non ventilables	-	-
≤ 3 mois	-	-
> 3 mois et ≤ 1 an	-	-
> 1 an et ≤ 5 ans	-	-
> 5 ans	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-
Dettes rattachées	-	-
Autres éléments non ventilables	-	-
≤ 3 mois	-	-
> 3 mois et ≤ 1 an	-	-
> 1 an et ≤ 5 ans	-	-
> 5 ans	-	-
Total	-	-

Note 24. – Autres passifs

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Autres passifs		
Dépôts, avances et cautionnements	-	-
Dépôts de garantie reçus sur locations (CB)	37	67
Fournisseurs	189	323
Opérations de crédit-bail et location simple	-	-
Personnel - divers	1 086	843
Personnel - participation des salariés & intéressement	17	18
Sécurité sociale et organismes sociaux	1 200	1 766
Etat et collectivités publiques, impôts et taxes & divers	563	130
Etat et collectivités publiques, IS	-	-
Etat et collectivités publiques - TVA	722	686
Groupe et associés - IS	-	-
Assurances & assistance	895	847
Frais de recouvrement	-	-
Apporteurs & partenaires	75	-
Divers	1 194	3 843
Total	5 979	8 524

Note 25. – Comptes de régularisation (passif)

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Comptes de régularisation (passif)		
Compte d'ajustement sur devises	-	-
Gains sur contrats de couverture d'IFT	-	-
Gains potentiels sur contrats de couverture d'IFT non dénoués	-	-
Gains à étaler sur contrats de couverture d'IFT dénoués	-	-
Produits constatés d'avance	3 578	3 075
Opérations de crédit	-	-
Opérations de crédit-bail et location	3 576	3 066
Produits financiers autres	-	-
Etalement du prêt à taux 0 %	-	-
Divers	3	9

Charges à payer	17 212	13 171
Charges financières - Autres	-	-
Commissions et points fidélités	6 232	5 450
Refacturation groupe	242	-
Comptes de régularisation divers	10 738	7 721
Total	20 790	16 246

Note 26. – Provisions pour risques et charges

Provisions bancaires et non-bancaires

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Variations 2025		Au 31/12/2024
	Dépréciations cumulées	Dotations	Reprises	Dépréciations cumulées
Principales dépréciations déduites de l'actif				
Titres et participations	-	-	-	-
Effets publics et valeurs assimilées	-	-	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	-	-	-
Participations	-	-	-	-
Parts dans les entreprises liées	-	-	-	-
Créances	8 027	1 739	-225	6 514
Etablissements de crédit	-	-	-	-
Clientèle	8 027	1 739	-225	6 514
Crédit-bail	8 690	4 220	-1 079	5 549
Créances douteuses	3 282	1 691	-131	1 721
Immobilisations	5 408	2 529	-948	3 828
Locations simples	2	36	-47	13
Créances douteuses	-	-	-11	11
Immobilisations	2	36	-36	2
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Autres actifs	-	-	-	-
Total	16 719	5 995	-1 351	12 075

Principales dépréciations déduites de l'actif

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Variations 2025		Au 31/12/2024
	Provisions	Dotations	Reprises	Provisions
Provisions bancaires et non-bancaires				
Provisions non-bancaires				
Charges de retraite complémentaire	340	-	-19	359
Redressements fiscaux	-	-	-	-
Divers non-bancaire	2 026	8	-4 887	6 905
Sous-total	2 366	8	-4 906	7 264
Provisions bancaires				
Risques sur engagements hors-bilan	143	143	-437	437
Sur la clientèle	9 934	16 153	-13 168	6 950
Litiges clients	-	-	-	-
Epargne logement	-	-	-	-
Sous-total	10 077	16 296	-13 605	7 387
Total	12 443	16 304	-18 511	14 650

Note 27. – Dettes subordonnées

Par type d'emprunt subordonnés

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Dettes subordonnées		
Emprunts subordonnés	13 520	10 000
Emprunts subordonnés à durée indéterminée	11 250	11 250
Dettes rattachées	444	169
Total	25 214	21 419

Ventilation des dettes subordonnées par durée résiduelle

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Dettes subordonnées par durée résiduelle		
Dettes rattachées	444	169
Autres éléments non ventilables	11 250	11 250
≤ 3 mois		-
> 3 mois et ≤ 1 an		-
> 1 an et ≤ 5 ans		-
> 5 ans	13 520	10 000
Total	25 214	21 419

Note 28. – Capitaux propres

Détail des capitaux propres

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Capitaux propres hors FRBG		
Prime d'apport	-	-
Capital souscrit appelé	21 181	5 295
Capital souscrit non-appelé	-	15 886
Primes d'émission	-	-
Réserve légale	-	-
Autres réserves	19 026	19 026
Provisions réglementées et subventions d'investissements	-	-
Report à nouveau	-25 241	-
Acomptes sur dividende	-	-
Résultat en instance d'approbation	-	-
Résultat de l'exercice	-20 536	-25 241
Total	-5 570	14 966

	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Dividende	-	-
Nombre d'actions existantes	1 412 081	1 412 081

(En euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Quote-part de chaque action dans les capitaux propres	-3,94	10,60
Résultat par action	-14,54	-17,88
Dividende net attribué à chaque action	-	-0,00

Evolution des capitaux propres

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2024
Capitaux propres	14 966

(En milliers d'euros.)	Variations 2025
Résultat de la période	-20 536
Emission liée aux options de souscription d'actions	-
Acompte sur dividendes	-
Autres	-
(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025
Capitaux propres	-5 570
(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025
Avant affectation du résultat	
Report à nouveau	-25 241
Résultat de la période	-20 536
Proposition d'affectation du résultat (1)	
Dividendes	-
Réserve légale	-
Autres réserves	-
Report à nouveau	-20 536
Après affectation du résultat (1)	
Dividendes	-
Réserve légale	-
Autres réserves	-
Report à nouveau	-45 777
(1) Sous réserve de l'approbation de l'AG	

Note 29. – Opérations avec les entreprises liées, filiales et participations

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Actif		
Créances sur les établissements de crédit	62 635	120 752
Dont entreprises liées	62 635	120 752
Dont prêts subordonnés	-	-
Dont participations	-	-
Créances sur la clientèle	352 633	345 706
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe et variable	-	-
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Total	415 268	466 457
Passif		
Dettes envers les établissements de crédit	645 477	675 893
Dont entreprises liées	645 282	674 079
Dont participations	-	-
Comptes à vue créditeurs de la clientèle	1 185	726
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Comptes à terme créditeurs de la clientèle	-	-
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Dettes subordonnées	25 214	21 419
Dont entreprises liées	25 214	21 419
Dont participations	-	-

Total	671 876	698 038
-------	---------	---------

Produits et charges de l'exercice sur prêts et emprunts subordonnés

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Produits de l'exercice sur prêts subordonnés	-	-
Dont entreprises liées	-	-
Dont participations	-	-
Charges de l'exercice sur emprunts subordonnés	-2 214	-1 691
Dont entreprises liées	-2 214	-1 691
Dont participations	-	-
Total	-2 214	-1 691

Note 30. – Détail des intérêts (bilan)

(En milliers d'euros.)	Au 31/12/2025	Au 31/12/2024
Intérêts à recevoir		
Créances envers les banques centrales	-	-
Créances sur les établissements de crédit	-	-
Créances sur la clientèle	1 396	1 379
Immobilisations financières	-	-
Comptes de régularisation actif	-	-
Total	1 396	1 379
Intérêts à payer		
Dettes envers les banques centrales	-	-
Dettes envers les établissements de crédit	17 150	12 624
Comptes créditeurs de la clientèle	-	-
Dettes représentées par un titre	-	-
Dettes subordonnées	444	169
Comptes de régularisation passif	-	-
Total	17 594	12 793

Note 31. – Résultat des cinq derniers exercices

(En euros.)	2021	2022	2023	2024	2025
Capital en fin d'exercice					
Capital social	21 181 215	21 181 215	21 181 215	21 181 215	21 181 215
Nombre des actions ordinaires existantes	1 412 081	1 412 081	1 412 081	1 412 081	1 412 081
Opérations et résultats de l'exercice					
Chiffres d'affaires hors taxes	72 688 897	79 300 858	94 427 744	127 425 332	137 893 340
Résultat avant impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	-3 182 860	-5 734 374	-10 185 976	-24 915 254	-19 352 356
Impôt sur les bénéfices	-	-9 471	-	-	-
Participation et intéressement des salariés dus au titre de l'exercice	-	21 197	-	-	-
Résultat après impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	2 513 800	1 356 879	-4 308 360	-25 241 133	-20 536 109
Résultat distribué	-	-	-	-	-
Résultats par action					
Résultat après impôt et participation des salariés, mais avant charges calculées (amortissements et provisions)	-2,25	-4,07	-7,21	-17,64	-13,70

Résultat après impôt, participation des salariés et charges calculées (amortissements et provisions)	1,78	0,96	-3,05	-17,88	-14,54
Dividende net attribué à chaque action	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	136	126	119	114	91
Montant de la masse salariale de l'exercice	7 655 561	6 721 877	6 532 486	13 995 527	3 643 443
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales, etc.)	3 521 305	3 247 109	3 199 500	2 950 964	3 449 214

V. — Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SOMAFI-SOGUAFI S.A. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport établi en application de l'article L.821-63, III, du code de commerce.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 1 de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable relatif à l'application du règlement ANC n°2023-03 du 7 juillet 2023 en coordination avec le règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC n°2014-07 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire, applicable à compter du 1er janvier 2025, ainsi que sur les éventuelles incidences de la première application de ce règlement.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Estimation au titre du risque de crédit des dépréciations des créances clients

La société constitue des dépréciations pour couvrir le risque de crédit inhérent à ses activités. Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par la société SOMAFI-SOGUAFI S.A. décrite dans le paragraphe « Dépréciations »

de la note 1 de l'annexe aux comptes sociaux, sur la base des éléments disponibles à ce jour, et mis en œuvre des tests pour vérifier, par sondage, l'application de cette approche.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Autres informations

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et

recueil des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport établi en application de l'article L821-63, III du code de commerce

Nous avons établi le rapport prévu par l'article L.821-63, III du code de commerce qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à la connaissance de son destinataire, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous fournissons également dans le rapport prévu par l'article L.821-63, III du code de commerce la déclaration prévue par l'article L.821-63 du code de commerce confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L.821-27 à L.821-34 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Les commissaires aux comptes,
Paris La Défense et Paris, le 7 mai 2026

KPMG S.A.
Ulrich SARFATI
Associé

RSM PARIS
Sébastien MARTINEAU
Associé

VI. — Rapport de gestion

Le rapport de gestion est mis à disposition du public au Siège social de la société.